

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

Chartres, le 24 mars 2016

Unité départementale d'Eure-et-Loir

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées  
à  
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir  
pour présentation au CODERST**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

PROJET D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

MODIFIANT LA RÉPARTITION DE L'ORIGINE GÉOGRAPHIQUE DES DÉCHETS ET METTANT EN ŒUVRE LES  
GARANTIES FINANCIÈRES POUR LA MISE EN SÉCURITÉ DES INSTALLATIONS

**SOCIÉTÉ VALORYELE**

**ICPE N° 100.00473**

COMMUNE DE OUARVILLE

## **1. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT**

L'entreprise VALORYELE exploite une usine d'incinération de déchets ménagers et assimilés et un centre de stockage de balles de déchets situés au lieu-dit « Le bois de la Folie » sur la commune de Ouarville.

Ces installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 novembre 1996 modifié par :

- l'arrêté préfectoral complémentaire du 05 mai 2004 imposant la mise en conformité de l'installation en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 octobre 2005 autorisant l'augmentation de la capacité d'incinération de déchets ménagers et assimilés à 135 000 t/an ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 juillet 2007 modifiant les arrêtés préfectoraux complémentaires du 05 mai 2004 et du 26 octobre 2005 et portant autorisant à détenir des sources radioactives ;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 août 2010 autorisant l'exploitation d'un centre de pré-tri et de broyage de déchets ainsi qu'un stockage de balles de déchets ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 mars 2012 relatif à la mise en conformité de l'installation d'incinération de déchets ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 septembre 2015 portant prescriptions applicables pour les installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air.

## **2. MODIFICATION DE LA RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES DÉCHETS**

### **2.1. PRÉSENTATION DE LA DEMANDE DE LA SOCIÉTÉ VALORYELE DU 6 JANVIER 2016**

Cette demande, complétée par le courrier du 1<sup>er</sup> février 2016, concerne la modification de la répartition de l'origine géographique des déchets admis sur l'installation en passant d'un apport maximal des départements voisins du périmètre du PEDMA d'Eure-et-Loir de 50 000 tonnes par an actuellement autorisé à un apport maximal autorisé de 40 000 tonnes par an.

Cette demande est liée à celle de la société ORISANE, 2<sup>ème</sup> gestionnaire d'unité d'incinération de déchets du département, qui souhaite diminuer la capacité d'incinération de l'usine de 10 000 tonnes par an de déchets provenant des départements de l'Orne et de l'Eure.

### **2.2. CONSULTATIONS RÉALISÉES**

Aucune consultation n'a été réalisée du fait de la réduction de l'apport de déchets issus des départements limitrophes au périmètre du PEDMA d'Eure-et-Loir.

### **2.3. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR**

L'inspection des installations classées propose de fixer à l'article 2 du projet d'arrêté préfectoral complémentaire un tonnage annuel de 40 000 tonnes de déchets provenant des départements voisins du périmètre du PEDMA d'Eure-et-Loir.

## **3. MISE EN ŒUVRE DES GARANTIES FINANCIÈRES POUR LA MISE EN SÉCURITÉ DES INSTALLATIONS**

### **3.1. CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE**

L'alinéa 5 de l'article R. 516-1 du Code de l'environnement soumet certaines catégories d'installation à garanties financières pour la mise en sécurité lors de la mise à l'arrêt définitif depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012. Cette disposition vise à permettre de réaliser dans des conditions satisfaisantes le retrait des déchets et/ou des produits dangereux, l'élimination des risques d'incendie et d'explosion, la clôture des installations pour éviter tout risque pour les personnes et l'environnement et éventuellement la surveillance des milieux (eaux souterraines) en cas de pollution.

Un délai d'application du décret de deux ans à compter de la date d'exigibilité de ces garanties financières a été accordé pour les installations existantes afin de permettre aux exploitants d'anticiper ces obligations. Ce délai doit être mis à profit pour anticiper les échéances prévues à l'article R. 516-5-1.

Il appartient aux exploitants concernés de calculer le montant de la garantie à retenir en fonction des opérations de mise en sécurité qui seront à réaliser lors de la mise à l'arrêt des installations.

### **3.2. CALCUL DES GARANTIES FINANCIÈRES**

La société VALORYELE est autorisée par arrêté préfectoral modifié du 22 novembre 1996 à effectuer une activité d'exploitation d'une unité d'incinération de déchets ménagers et assimilés avec valorisation thermique et un centre de transfert de déchets ménagers collectés sélectivement au lieu-dit « Le Bois de la Folie » sur le territoire de la commune de Ouarville.

Conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières, elle est concernée par les rubriques suivantes.

Rubrique ICPE	Libellé des rubriques/alinéa
2716	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux

Les activités connexes aux installations précitées sont également visées. On entend par installation connexe toutes les installations qui sont nécessaires au fonctionnement de l'installation soumise à garanties financières en intégrant les déchets de toutes natures ou les produits dangereux générés et utilisés par l'installation. Sont notamment visés :

- Stockage de déchets dangereux : Résidus d'Épuration des Fumées d'Incinération des Ordures Ménagères (REFIOM) ;
- Stockage de déchets non dangereux : Ordures Ménagères (OM) et Déchets issus de collectes sélectives.

Par courrier du 28 juin 2013 et du 15 mai 2014, la société a fourni un calcul du montant de la garantie financière applicable.

### **3.3. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR**

Le montant des garanties financières calculé s'élève à 489 979 € TTC.

Certaines données qui encadrent ce calcul doivent être désormais prises en compte dans les prescriptions préfectorales, et concernent :

- le taux de TVA applicable qui est 20% ;
- la dernière valeur de l'indice public TP01 de 663,9 (indice de novembre 2015).

De même, la quantité de déchets et de produits dangereux entreposés sur le site n'étant pas fixée dans les dispositions préfectorales actuelles, celle-ci est reprise dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire conformément aux dispositions du paragraphe V.B de l'annexe I de la note DGPR du 20 novembre 2013 précitée.

Type de déchets	Quantité maximale stockée sur le site
Déchets non dangereux	OM : 5 000 tonnes Déchets issus de collectes sélectives : 20 tonnes
Produits et déchets dangereux	REFIOM : 50 tonnes

#### **4. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS**

En application des dispositions des articles R. 512-33-II et R. 516-1 du Code de l'environnement, nous proposons à Monsieur le Préfet de l'Eure-et-Loir de fixer par arrêté complémentaire :

- le tonnage pouvant être importé des départements limitrophes au périmètre du PEDMA d'Eure-et-Loir ;
- le montant des garanties financières applicables à la société VALORYELE à 489 979 € TTC tel que précisé au paragraphe 3.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de l'Eure-et-Loir de soumettre le projet d'arrêté préfectoral complémentaire, joint au présent rapport, au prochain CODERST.

Compte-tenu des conditions d'exploitation du site, et considérant les impacts supplémentaires limités engendrés par cette modification d'activité, l'inspection des installations classées donne un avis favorable à la demande de la société VALORYELE.

Conformément à l'article R. 512-31 du Code de l'environnement, le projet d'arrêté doit être préalablement soumis au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques auquel il est proposé d'émettre un avis favorable.

--==--